



 **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-13 du 31 mars 2023

## SOMMAIRE

### Commerce et sanctions

1. La Secrétaire d'État chargée de l'Europe Laurence Boone défend « l'agenda de souveraineté européenne » à l'occasion d'un déplacement aux États-Unis
2. Les États-Unis et le Japon concluent un accord sur les minéraux critiques
3. La Représentante au Commerce américaine défend la politique commerciale de l'administration Biden face aux critiques du Congrès

### Climat – énergie – environnement

4. Les États-Unis et le Canada renforcent leur coopération sur l'énergie propre, le nucléaire, les minéraux critiques et les océans
5. Le Département de l'Énergie américain publie une stratégie visant à accélérer et étendre le déploiement de l'énergie éolienne en mer

### Transport et infrastructure

6. L'administration fédérale assouplit les règles d'utilisation des *slots* dans les aéroports de New-York pour cet été

### Industrie

7. L'administration Biden met en avant sa politique industrielle en matière de semi-conducteurs à travers la tournée Invest in America

### Numérique et innovation

8. Une partie de l'écosystème de la tech appelle à un moratoire sur la recherche relative à l'intelligence artificielle

### Santé

9. Uber Health lance un service de livraison de médicaments sur ordonnance le jour même
10. Avec l'acquisition de Signify Health, CVS étend son offre aux soins à domicile

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. La Secrétaire d'État chargée de l'Europe Laurence Boone défend « l'agenda de souveraineté européenne » à l'occasion d'un déplacement aux États-Unis

En [visite](#) à New York et Washington du 27 au 29 mars, la Secrétaire d'État L. Boone s'est entretenue avec des membres du Congrès, des représentants de l'exécutif américain, du Fonds monétaire international, des think-tankers et des acteurs du secteur privé. Lors d'interventions à l'[Université de New York](#) (NYU) et au [Peterson Institute](#), la Secrétaire d'État a défendu la vision européenne du concept d'« *economic statecraft* », la mobilisation d'instruments de politique économique au service d'objectifs de politique étrangère. L'UE évoluait, selon L. Boone, d'une approche défensive à une approche plus assertive, notamment vis-à-vis de la Chine et de la Russie. La Secrétaire d'État a précisé que l'« *economic statecraft* » européenne reposait sur trois piliers : (i) la protection de conditions de concurrence loyales (« *level playing field* »), avec l'utilisation d'instruments de défense commerciale compatibles avec l'OMC ; (ii) le maintien de la réciprocité, y compris dans le domaine des marchés publics, de la protection de l'environnement et des droits sociaux ; et (iii) le développement d'outils assertifs dont la politique industrielle (incarnée par le *Net Zero Industry Act* proposé par la Commission européenne), la lutte contre la coercition économique et les sanctions, outil de « *dernier recours* » dont L. Boone a présenté l'utilisation contre la Russie.

## 2. Les États-Unis et le Japon concluent un accord sur les minéraux critiques

La Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai et l'Ambassadeur du Japon T. Koji ont [signé](#) le 28 mars un accord commercial ciblé sur les minéraux critiques, qui devrait permettre aux minéraux extraits et traités au Japon d'être considérés comme provenant d'un pays ayant conclu un « *accord de libre-échange* » avec les États-Unis aux termes de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Sans mentionner explicitement cette loi, le texte [engage](#) les parties à coopérer dans leurs efforts de sécurisation de chaînes de valeur durables et équitables concernant cinq catégories de minéraux critiques (cobalt, lithium, manganèse, graphite et nickel). En particulier, l'accord contient des dispositions interdisant les restrictions à

l'importation et à l'exportation de minéraux critiques entre le Japon et les États-Unis et un engagement à la mise en œuvre de mesures visant à lutter contre les pratiques distorsives de pays tiers susceptibles d'affecter les flux et prix de ces matières premières. Le texte comprend aussi des dispositions en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, ainsi qu'un engagement à échanger en matière de contrôle des investissements entrants d'entités étrangères dans ce secteur. L'accord est entré en application dès sa signature. Le même jour, le Président de la Commission des finances du Sénat, le démocrate R. Wyden (Oregon) et le *ranking-member* démocrate de la Commission des voies et moyens de la Chambre des Représentants, R. Neal (Massachusetts), ont [publié](#) une déclaration conjointe dénonçant un « *accord de complaisance* » conclu « *unilatéralement* » et sans l'« *autorité* » nécessaire du Congrès.

## 3. La Représentante au Commerce américaine défend la politique commerciale de l'administration Biden face aux critiques du Congrès

Auditionnée par la [Commission des finances du Sénat](#) et la [Commission des voies et des moyens de la Chambre](#) les 23 et 24 mars, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a défendu la politique commerciale de l'administration Biden « *centrée sur les travailleurs* ». Au cours de cet exercice, elle a fait face à de nombreuses critiques d'élus démocrates comme républicains dénonçant le manque de « *transparence* » et d'« *ambition* » de l'administration dans les négociations en cours d'accords commerciaux tels que l'*Indopacific economic framework* (IPEF), ainsi que le manque d'association du Congrès dans les discussions d'accords ciblés sur les minéraux critiques avec le Japon [*voir supra*] et l'Union européenne. Plusieurs membres du Congrès ont soulevé de nombreuses problématiques liées à la mise en œuvre (« *enforcement* ») des règles commerciales et engagements d'accès au marché dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Japon ou le Mexique, dans des secteurs et domaines variés (agriculture, énergie, propriété intellectuelle, politique de concurrence). Certains membres ont exprimé leur souhait de voir renouvelé le programme de droits de douanes préférentiels pour les pays en développement (GSP) et leurs craintes relatives aux discussions à l'OMC sur la possible extension de la

dérogation des droits de propriété intellectuelle aux traitements et diagnostics Covid. Le sénateur démocrate S. Whitehouse (Rhode Island) a de son côté fait part de son hostilité quant à l'approche de l'administration américaine dans les négociations avec l'UE sur un « Accord sur l'acier et l'aluminium durables » (GSA), prévenant qu'il s'opposerait de manière « véhémente » à tout effort destiné à compromettre le modèle de mécanisme d'ajustement carbone européen. En réponse aux appels à la négociation d'accords de libre-échange permettant un meilleur accès aux marchés étrangers, K. Tai a mis au défi le Congrès de travailler de manière bipartite à l'élaboration d'un agenda commun de politique commerciale.

### Brèves

- Le Département du Commerce américain a [ajouté](#) le 23 mars 32 entités situées dans 11 pays (dont 14 en Chine) à l'« *Unverified List* » (UVL), soumettant ainsi à des exigences préalables supplémentaires les transactions d'acteurs américains effectuées avec ces entités.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 24 mars trois entités et neuf individus « en réponse à la répression des mouvements prodémocratie des suites des élections frauduleuses d'août 2020 en Biélorussie » et « en réaction à la complicité du

régime biélorusse dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ». Le même jour, le Département d'État américain a [annoncé](#) l'imposition de restrictions de visa sur 14 individus en raison de leurs activités de répression des droits de l'homme et des libertés publiques en Biélorussie.

- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 28 mars plusieurs individus et entités syriennes et libanaises impliqués dans la production et le trafic de captagon. Ces sanctions ont été imposées de manière coordonnée avec le Royaume-Uni.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 30 mars un ressortissant slovaque pour avoir facilité la vente d'armes entre la Corée du Nord et la Russie.
- Le Département du Commerce américain a [ajouté](#) le 30 mars 11 entités situées en Chine, en Birmanie, au Nicaragua et en Russie à l'« *Entity List* » en raison de leurs activités de violation des droits humains.
- L'*US International Trade Commission* (USITC) a [tenu](#) les 29 et 30 mars une série d'auditions du secteur privé et de la société civile dans le cadre de son enquête sur l'opportunité de l'extension aux traitements et diagnostics Covid de la dérogation aux droits de propriété intellectuelle de l'OMC.

## Climat - Énergie - Environnement

### 4. Les États-Unis et le Canada renforcent leur coopération sur l'énergie propre, le nucléaire, les minéraux critiques et les océans

Au cours de leur rencontre le 24 mars à Ottawa, le président Biden et le Premier Ministre Trudeau ont [réaffirmé](#) leurs engagements dans le cadre de la Feuille de route pour un partenariat renouvelé entre les États-Unis et le Canada, notamment en termes de lutte contre le changement climatique. Les deux pays ont convenu de :

- (1) **Catalyser l'énergie propre et créer de bons emplois**: les chefs d'États ont souligné l'importance de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et le plan canadien de réduction des émissions pour mettre en place des politiques industrielles robustes en matière d'énergie propre qui contribuent à mobiliser l'innovation technologique, à soutenir des chaînes d'approvisionnement résilientes et à renforcer leurs économies respectives. Les États-Unis et le Canada ont annoncé vouloir travailler

ensemble à la mise en œuvre de ces plans, avec une approche nord-américaine intégrée qui devrait profiter aux travailleurs, aux fournisseurs et aux produits américains et canadiens. À ce titre, les deux pays ont lancé un groupe de travail d'une durée d'un an sur la transformation énergétique, y compris, mais sans s'y limiter, la sécurisation et le renforcement des chaînes d'approvisionnement en énergies renouvelables et en véhicules électriques, les minéraux essentiels et les terres rares, l'intégration et la résilience des réseaux, l'énergie nucléaire avancée et conventionnelle et les carburants alternatifs. Les États-Unis et le Canada ont également l'intention de collaborer avec d'autres grands importateurs et exportateurs d'énergie afin d'élaborer une approche harmonisée au niveau international en matière de mesure, de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de méthane et de CO<sub>2</sub> sur l'ensemble du cycle de vie dans la chaîne de valeur de l'énergie fossile.



- (2) **Renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en minéraux essentiels et en semi-conducteurs**: les États-Unis et le Canada souhaitent travailler ensemble pour créer une chaîne d'approvisionnement nord-américaine en minéraux essentiels qui soit solide, respectueuse de l'environnement et résiliente. Ils entendent à ce titre identifier, sécuriser et développer les opportunités d'extraction, de traitement, de fabrication et de recyclage des minéraux critiques dans les deux pays afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement essentielles à l'énergie propre. L'année dernière, les États-Unis ont annoncé un financement de 250 M\$ au titre de la loi sur la production de défense (*Defense Production Act Title III*) pour permettre aux entreprises américaines et canadiennes d'extraire et de traiter des minéraux essentiels pour les batteries de véhicules électriques et les batteries de stockage stationnaires. Avec l'adoption du CHIPS and Science Act, les deux pays prévoient de faciliter les investissements pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs plus sûres et résilientes.
- (3) **Protéger leurs eaux communes et l'Arctique**: les États-Unis et le Canada se sont engagés à conserver la biodiversité et à protéger les écosystèmes fragiles, y compris dans les eaux transfrontalières et dans l'Arctique. Ils se sont en outre engagés à entamer un dialogue dans ce sens avec d'autres nations arctiques et peuples autochtones. Ils ont reconnu la nécessité de conserver et de protéger les écosystèmes arctiques et de réduire les émissions localisées de dioxyde de carbone, de méthane et de carbone pour compléter leurs efforts d'atténuation à l'échelle mondiale.

Concernant le nucléaire civil, les chefs d'États ont [affirmé](#) leur intention de promouvoir une collaboration renforcée en matière d'énergie et de technologie nucléaire entre les deux pays. Les États-Unis et le Canada reconnaissent que les technologies nucléaires avancées, telles que les petits réacteurs modulaires, offrent la possibilité de renforcer la sécurité énergétique mondiale et de réduire les émissions tout en créant de la croissance économique. Les deux pays prévoient de renforcer leurs efforts pour développer des chaînes d'approvisionnement en combustible nucléaire sûres et fiables en Amérique du Nord et pour établir des partenariats plus larges avec des pays alliés pour garantir l'accès à l'uranium faiblement enrichi (UFE), y compris à l'uranium de type HALEU.

## 5. Le Département de l'Énergie américain publie une stratégie visant à accélérer et étendre le déploiement de l'énergie éolienne en mer

Le 29 mars, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [publié](#) sa stratégie en matière d'énergie éolienne en mer, traduisant les efforts déployés par le département pour atteindre l'objectif fixé par le président Biden de déployer 30 GW d'énergie éolienne en mer d'ici 2030 et a minima 110 GW d'ici 2050. Le DoE estime que le déploiement de 30 GW d'énergie éolienne en mer permettrait d'alimenter 10 millions de foyers, de soutenir 77 000 emplois et de stimuler des investissements privés directs à hauteur de 12 Md\$ par an.

La stratégie repose sur quatre piliers :

- (1) « *Now* » : abaisser les coûts de 73 \$/MWh à 51 \$/MWh d'ici 2030 et développer une chaîne d'approvisionnement nationale
- (2) « *Forward* » : atteindre l'objectif du [Floating Offshore Wind Shot](#) de réduire les coûts de plus de 70 % pour atteindre 45 \$/MWh en 2035 et établir le leadership des États-Unis en matière de conception et de fabrication d'éoliennes flottantes en mer
- (3) « *Connect* » : mettre en place des solutions de transmission fiables et résilientes pour le déploiement à grande échelle de l'éolien en mer
- (4) « *Transform* » : développer des technologies de cogénération éolienne offshore en vue d'une électrification et d'une décarbonisation à grande échelle

Cette publication est intervenue en parallèle du Forum international de partenariat sur l'éolien en mer, qui s'est tenu à Baltimore cette semaine. Lors de son intervention, Ali Zaidi, conseiller national de la Maison-Blanche pour les questions climatiques, a [présenté](#) dix façons dont l'administration progresse vers l'objectif de 2030 :

- (1) **Zones d'énergie éolienne au large de toutes les côtes**: le *Bureau of Ocean Energy Management* (BOEM) du Département de l'Intérieur (DoI) a déjà organisé des ventes historiques de baux éoliens en mer dans la baie de New York, dans la baie de Carolina Long et en Californie, et prévoit d'organiser jusqu'à sept nouvelles ventes, dans le golfe du Mexique, l'Atlantique central, le golfe du Maine et au large de l'Oregon. Le BOEM travaille en partenariat avec la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) sur une modélisation spatiale avancée afin d'identifier les sites présentant le moins de conflits et d'incidences sur l'environnement.

- (2) **Investir dans les travailleurs et les communautés**: le DoI et le DoE ont introduit de nombreuses dispositions pour développer et former une main-d'œuvre américaine dans le domaine, ainsi que des subventions pour faciliter l'accès aux opportunités offertes par l'éolien en mer aux communautés défavorisées du pays.
- (3) **Chaines d'approvisionnement « Made in America »**: l'administration s'efforce de mettre rapidement en œuvre l'ensemble de crédits d'impôt pour les énergies propres prévu par l'IRA, y compris un crédit d'impôt pour la fabrication visant à soutenir la production américaine de composants éoliens offshore tels que les pales, les nacelles, les tours et les fondations.
- (4) **Autorisations responsables et efficaces**: le DoI et le BOEM sont en passe d'achever l'examen de 16 projets d'ici 2025, qui représentent plus de 27 GW, et ont proposé des réformes pour moderniser ce processus d'examen et économiser 1 Md\$ sur 20 ans.
- (5) **Planification et développement du transport d'électricité**: pour soutenir l'infrastructure nécessaire à la connexion des projets au réseau, le DoE et le BOEM ont élaboré des recommandations préliminaires pour un plan d'action sur la transmission de l'énergie éolienne en mer dans l'Atlantique.
- (6) **Amélioration des infrastructures portuaires**: l'Administration maritime (MARAD), avec le financement de la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), a accordé des subventions dans le cadre du programme de développement des infrastructures portuaires (PIDP) qui comprenait près de 100 M\$ pour des projets portuaires qui feront progresser le déploiement de l'éolien en mer. La BIL et l'IRA prévoient un financement pour les améliorations du réseau qui peuvent soutenir l'industrie éolienne offshore.
- (7) **Cibles pour l'éolien offshore flottant**: les zones en eaux profondes, que nécessitent des plateformes flottantes, abritent les deux tiers du potentiel américain d'énergie éolienne en mer. C'est pour saisir ces opportunités que le DoE a lancé le projet *Floating Offshore Wind Shot*, visant à réduire les coûts de plus de 70 % d'ici 2035. Le DoI s'est fixé pour objectif de déployer 15 GW de capacité éolienne offshore flottante d'ici 2035, soit de quoi alimenter plus de 5M de foyers américains.
- (8) **Partenariat entre le gouvernement fédéral et les États**: le président Biden a lancé le Partenariat fédéral-État pour la mise en œuvre de l'éolien en mer, qui réunit 11 États de la côte Est, ainsi que la Californie et la Louisiane.
- (9) **Innovation et recherche**: le DoE souhaite soutenir les technologies éoliennes offshore de la prochaine génération et faire progresser les approches innovantes en matière de surveillance environnementale et de co-utilisation des océans notamment.
- (10) **Efforts transversaux pour un déploiement responsable**: l'administration Biden adopte une approche holistique pour faire progresser l'éolien en mer en même temps que d'autres priorités, notamment sur le climat océanique.

### Brèves

- L'administration Biden a [annoncé](#) un investissement de plus de 200 M\$ pour la modernisation et l'expansion de l'énergie hydroélectrique aux États-Unis dans le cadre de la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL). L'hydroélectricité fournit actuellement 6 % de l'électricité totale aux États-Unis, mais seulement 3 % des 900 000 barrages du pays produisent actuellement de l'électricité. L'installation d'équipements de production sur ces sites pourrait ajouter jusqu'à 12 GW de capacité hydroélectrique au système électrique américain et fournir une énergie fiable et abordable.
- En 2022, la production d'électricité à partir de sources renouvelables a [dépassé](#) pour la première fois la production à partir de charbon et de nucléaire aux États-Unis. Le gaz naturel est la principale source de production d'électricité du pays, avec environ 39%, contre 20 % pour le charbon et 19 % pour le nucléaire.
- La production de gaz naturel aux États-Unis a [augmenté](#) de 4 % en 2022, pour atteindre environ 3,37 Mdm<sup>3</sup>/jour (119 Bcf/jour). La production est dominée par trois régions, qui produisent 60% du gaz naturel américain: les Appalaches, le bassin permien et la zone de Haynesville.
- Le Congrès californien a adopté la proposition de loi qui met à la charge notamment des compagnies pétrolières des obligations de transparence accrues sur les prix tout en créant un nouvel organisme indépendant de supervision, qui aura un pouvoir de fixer des amendes en cas de dépassement des marges autorisées [voir [Flash ACCENTS du 24 mars 2023](#)]. Le gouverneur Newsom l'a [signé](#) le 28 mars. Elle entrera en vigueur le 26 juin.

# Transport et infrastructure

## 6. L'administration fédérale assouplit les règles d'utilisation des slots dans les aéroports de New-York pour cet été

En préparation de l'intense activité aérienne attendue cet été, l'administration fédérale de l'aviation civile (*Federal Aviation Administration - FAA*) a [publié](#) le 22 mars une dérogation (*waiver*) afin d'assouplir, pour une période limitée, les exigences d'utilisation minimale des créneaux d'exploitation aéroportuaire (*slots*) dans les aéroports de New York (JFK, LGA). Cette dérogation autorise les compagnies aériennes à restituer volontairement, sous certaines conditions, jusqu'à 10% de leurs créneaux qui avaient été préalablement approuvés pour la période du 15 mai au 15 septembre dans les aéroports visés. La FAA justifie ces dispositions en réponse à des pénuries de personnel induites par la pandémie de Covid-19, affectant particulièrement l'un des postes de contrôle radar situé à New-York (TRACON N90). En effet, l'administration indique que ses projections de trafic pour l'été dans la région de New York prévoient une augmentation de 45% des retards par rapport à l'année dernière, avec des opérations en hausse de 7%. La FAA souligne que le manque de contrôleurs aériens risque d'accentuer les difficultés liées à la gestion de la pointe de l'été et souhaite ainsi donner la possibilité aux compagnies aériennes de réduire leurs activités pendant cette période.

Les compagnies aériennes intéressées doivent indiquer les *slots* qu'elles souhaitent restituer avant le 30 avril.

### Brève

- Le Secrétaire aux transports, Pete Buttigieg, a [annoncé](#) le 21 mars la première série de subventions pour un montant de 94 M\$ réparti au profit de 59 projets dans le cadre du programme SMART (*Strengthening Mobility and Revolutionizing Transportation*). Doté de 500 M\$ sur cinq ans, ce programme de subventions par appel à projets a été créé par la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) pour soutenir les autorités subfédérales dans le déploiement de systèmes s'appuyant sur la technologie pour rendre les transports plus sûrs, plus efficaces et plus équitables. Les projets qui ont été récompensés s'adressent à des typologies diverses de collectivités et recouvrent une très grande variété d'enjeux, tels que la sécurité des personnels et des conducteurs aux abords des zones de travaux routiers, la performance et de la billettique des transports en commun, la signalisation routière intelligente, l'adaptation des réseaux électriques en soutien à l'électromobilité (*smartgrid*), l'usage de drones pour l'inspection des infrastructures ou l'expédition de colis médicaux, la collecte automatisée de données pour fluidifier le commerce aux frontières ou encore l'expérimentation de véhicules connectés. La publication du prochain tour d'appel à projets est prévue cet automne, avec une enveloppe de 100 M\$.

## Industrie

### 7. L'administration Biden met en avant sa politique industrielle en matière de semi-conducteurs à travers la tournée Invest in America

Dans le cadre de sa tournée « Invest in America » destinée à mettre en lumière l'impact des lois de relocalisation de la production adoptées par son administration, le président Joe Biden met en valeur sa politique destinée à l'industrie des semi-conducteurs.

Débutée le mardi 28 mars à Durham en Caroline du Nord par la visite du fabricant de semi-conducteurs Wolfspeed, la tournée entend [« mettre en évidence la manière dont le programme Invest in America fait croître l'économie dans chaque État »](#)

notamment par le biais du *CHIPS & Science Act*. Wolfspeed a en effet récemment annoncé son intention de construire une usine de fabrication de puces d'une valeur de 5 Md\$ qui créera 1 800 nouveaux emplois, profitant des subventions offertes par le *CHIPS & Science Act*. Le président Biden a par ailleurs mis l'accent sur un partenariat de formation de la main-d'œuvre - un des piliers de la stratégie Chips for America développée par le département du Commerce américain - entre Wolfspeed et le Durham Technical Community College, qui a permis à 161 étudiants d'obtenir leur diplôme depuis 2020.

Pendant la tournée, qui s'étendra sur une vingtaine d'États dont des *swing-states* comme la Géorgie, le Nevada ou la Pennsylvanie, plusieurs secrétaires



d'État et hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche mettront en lumière les effets d'autres textes législatifs visant à soutenir l'industrie nationale. La secrétaire au commerce, G. Raimondo, visitera par exemple les fabricants de câbles à fibre optique

CommScope et Corning ayant annoncé un co-investissement de près de 550 M\$ pour élargir l'accès à internet dans les zones rurales.

## Numérique et innovation

### 8. Une partie de l'écosystème de la tech appelle à un moratoire sur la recherche relative à l'intelligence artificielle

Plusieurs associations et industriels ont pris position pour ralentir le développement des systèmes d'intelligence artificielle, visant notamment les travaux d'OpenAI.

L'institut « Future of Life » a [publié](#) le 28 mars une lettre ouverte, signée par plus de 1 300 personnes (dont Elon Musk). Le courrier dénonce l'absence d'encadrement de l'IA ainsi que la « course effrénée » (*out of control race*) entre laboratoires pour développer des systèmes plus performants. Il appelle à un moratoire de six mois sur tout programme de recherche visant à développer des systèmes d'IA plus puissants que GPT-4 (le dernier système développé par Open AI), le temps de concevoir et mettre en œuvre un cadre approprié pour analyser et atténuer les risques liés au déploiement des futurs systèmes d'IA.

Le « Center for AI and Digital Policy » a [déposé](#) le 30 mars un recours devant la Federal Trade Commission (FTC) sollicitant le lancement d'une procédure contre OpenAI dans l'objectif de freiner les travaux de l'entreprise et de suspendre la

commercialisation de GPT-4. Pour mémoire, la FTC avait [publié](#) une orientation fin février mettant en garde les développeurs de systèmes d'IA contre la publicité trompeuse autour de la performance ou de la précision de ces produits.

### Brèves

- Un juge de San Francisco, le juge de district James Donato, [par une décision du 28 mars 2023](#), a reconnu Google coupable de n'avoir pas pris les mesures adéquates pour éviter la destruction de pièces, et notamment les échanges internes entre ses employés par Chat, qui auraient pu servir de preuves dans le procès qui lui est intenté par une coalition de 38 avocats généraux pour violation des règles de la concurrence s'agissant du Play Store, qui est perçu comme la seule option possible et lui permet de prélever une commission de 30%. Outre la mise à la charge de Google de frais irrépétibles, le juge pourrait ordonner des mesures additionnelles lorsque l'importance et l'impact de cette destruction pourront être mesurés.

## Santé

### 9. Uber Health lance un service de livraison de médicaments sur ordonnance le jour même

Uber Health va [s'investir](#) davantage dans la prestation de soins de santé en permettant aux médecins et autres prestataires de s'organiser pour que les ordonnances soient déposées le jour même au domicile de leurs patients.

Ce nouveau service doit permettre à un coordinateur de soins qui a déjà fait appel à la société de covoiturage pour transporter les patients d'expédier également les médicaments prescrits et de vérifier qu'ils sont arrivés à bon port. La livraison d'ordonnances par Uber est déjà disponible pour certaines pharmacies grâce à un partenariat avec ScriptDrop, qui fait parvenir les

ordonnances aux patients de la même manière qu'Uber Eats travaille avec des restaurants pour livrer des repas.

L'entreprise envisage également de se lancer dans les services de livraison de repas spécialisés et d'appareils médicaux, [selon Yahoo News](#). Elle s'apprête également à pénétrer le marché des régimes d'employeur, [selon Fierce Healthcare](#).

### 10. Avec l'acquisition de Signify Health, CVS étend son offre aux soins à domicile

Avec l'acquisition de Signify Health, fournisseur de services médicaux, pour un montant de 8 Md\$, CVS Health souhaite adresser le marché des soins à domicile, a [déclaré](#) Karen Lynch, PDG de CVS

Health, lors du sommet What's Next Summit organisé par Axios.

CVS possède déjà Aetna, le gestionnaire de prestations pharmaceutiques CVS-Caremark et les marques de services de santé MinuteClinic et HealthHUB.

En janvier, CVS Health a annoncé son intention de racheter Oak Street Health, un groupe fournissant

des soins de première nécessité aux patients de Medicare, pour un montant de 10,5 Md\$.

Signify Health utilise des solutions technologiques pour soutenir les soins à domicile et la coordination des services pour les employeurs, les groupes de médecins, les systèmes de santé et les plans de santé. L'entreprise compte environ 10 000 prestataires dans les 50 États américains.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**S'Inscrire**